

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada**
800 Burrard Street, 2nd floor
800, rue Burrard, 2e étage
Vancouver, B.C.
Vancouver
British Columbia
V6Z 0B9
Bid Fax: (604) 775-9381

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of the
Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication
contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada -
Pacific Region
800 Burrard Street, 12th floor
800, rue Burrard, 12e étage
Vancouver, B.C.
V6Z 0B9
British C

Title - Sujet DISO - Geotechnical Engineering		
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ899-141238/A		Date 2013-12-17
Client Reference No. - N° de référence du client		Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier TPV-3-36138 (004)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TPV-004-7127		
Date of Original Request for Standing Offer		2013-11-12
Date de la demande de l'offre à commandes originale		
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-01-07		Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mestry, Ruth (TPV)		Buyer Id - Id de l'acheteur tpv004
Telephone No. - N° de téléphone (604) 775-9385 ()	FAX No. - N° de FAX (604) 775-6633	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC - Various Locations, BC and Yukon		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Amendement 001

Demande d'offre à commandes : Géotechnique

1. Prière d'OMETTRE la table des matières « Annexe C – Faire affaire avec A&Es » et REEMPLACER par ce qui suit :

« Annexe C – Faire affaire avec TPSGC – Région du Pacifique »

2. Prière d'OMETTRE GI 10 et le REEMPLACER par ce qui suit :

IG 10 PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

1. Le Canada exige que chaque proposition, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une proposition est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article IG18.

2. Il appartient au proposant :

- (a) de demander des précisions sur les exigences contenues dans la Demande d'offre à commandes, au besoin, avant de déposer sa proposition;
- (b) de présenter un original de la proposition rempli en bonne et due forme, en plus des copies demandées, SELON LE MODÈLE PROPOSÉ, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées pour la présentation des propositions;
- (c) de faire parvenir sa proposition uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tel qu'indiqué à la page 1 de la Demande d'offre à commandes ou à l'adresse indiquée dans la Demande d'offre à commandes;
- (d) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro et la description de l'invitation ainsi que la date et l'heure de clôture de la Demande d'offre à commandes soient clairement indiqués sur l'enveloppe ou le colis renfermant la proposition; et
- (e) de présenter une proposition complète et suffisamment détaillée, permettant de faire une évaluation exhaustive conformément aux critères exprimés dans la présente Demande d'offre à commandes.

3. L'offre technique et l'offre de prix de la proposition doivent être présentées dans des enveloppes distinctes et faciles à reconnaître, conformément aux instructions reproduites dans les documents de la Demande d'offres à commandes. Les deux enveloppes doivent être présentées dans un seul colis, reproduisant clairement et en évidence les renseignements indiqués à l'alinéa 2. (d) ci-dessus.

4. Le proposant est seul responsable de présenter dans les délais et en bonne et due forme la proposition auprès du bureau désigné pour la présentation des propositions. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada n'assumera pas cette responsabilité, qui ne pourra pas lui être cédée non plus. Le proposant assume seul tous les risques et toutes les conséquences si la proposition n'est pas présentée dans les délais et en bonne et due forme.

5. L'évaluation des propositions peut mener à l'autorisation d'utiliser une ou plusieurs offres à commandes en totalité ou en partie, compte tenu des critères d'évaluation et de la méthode de sélection mentionnés dans les présentes. La proposition la moins élevée ou toute autre proposition ne sera pas nécessairement autorisée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, les prix unitaires seront retenus.

6. La proposition doit faire état, intégralement et parfaitement, de chacun des éléments des besoins énumérés dans la Demande d'offre à commandes. Il est également essentiel que les éléments d'information reproduits dans la proposition soient exprimés avec clarté et concision.

7. On peut présenter les propositions et les pièces justificatives en français ou en anglais.

8. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes d'offres à commandes et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande d'offres à commandes ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

3. Prière d'OMETTRE GC 27 et le REEMPLACER par ce qui suit :

CG 27 Code de conduite et attestations - Offre à commandes et contrat

1. L'expert-conseil s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>) et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, l'expert-conseil doit aussi se conformer aux modalités du présent article.

2. L'expert-conseil reconnaît aussi que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes par le Canada et à la résiliation pour manquement de tous contrats subséquents. Si l'expert-conseil a fait une fausse déclaration dans sa soumission, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés par les présentes, ou si l'expert-conseil ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations ici précisées pendant la durée de l'offre à commandes, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes par le Canada et à la résiliation pour manquement de tous contrats subséquents. L'expert-conseil comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.

3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'expert-conseil si

a. l'expert-conseil ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou

b. un tiers a le pouvoir de contrôler l'expert-conseil et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. L'expert-conseil doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de l'offre à commandes et de la période d'exécution de tous contrats en découlant. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.

5. L'expert-conseil atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'expert-conseil, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

6. L'expert-conseil atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

7. L'expert-conseil atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette offre à commandes. De plus, l'expert-conseil atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou

b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou

c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou

d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou

e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou

f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou

g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou

h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

4. Prière d'OMETTRE les clauses RS 1.1.5 et RS 1.1.6 et les REEMPLACER par ce qui suit :

RS1.1.5.

Sauf lorsque précisé dans une commande subséquente à l'offre à commandes ou à la suite d'une telle commande, tous les produits livrables sont fournis en deux (2) exemplaires papier plus un (1) exemplaire PDF; les spécifications sont remises en version électronique en format Native WordPerfect ou MS Word, et les plans sont remis en format AutoCAD, tel que précisé dans l'annexe C - Faire affaire avec TPSGC - Région du Pacifique.

RS1.1.6.

Tous les documents (dessins, spécifications et estimés) doivent être présentés conformément aux directives qui figurent à l'annexe C, « Comment faire affaire avec TPSGC - Région du Pacifique », et au moment de l'étape de réalisation du projet, tel qu'il est décrit dans chaque commande subséquente.

5. Prière d'OMETTRE l'annexe B – Instructions de proposition de prix et le REMPLACER par ce qui suit :

ANNEXE B – PROPOSITION DE PRIX

INSTRUCTIONS

1. Remplir le formulaire de proposition de prix et le présenter dans une enveloppe individuelle scellée sur laquelle figurent le nom du proposant, le numéro de la demande de soumission et la mention « Formulaire de proposition de prix ».
2. Les propositions de prix ne doivent pas comprendre les taxes applicables et seront évaluées en dollars canadiens.
3. Les proposants ne doivent pas modifier les renseignements qui figurent sur le formulaire ni en ajouter.
4. Afin d'obtenir des taux horaires équitables et concurrentiels pour chacun des postes indiqués, il est impératif de se conformer aux exigences suivantes : les proposants doivent préciser un taux horaire pour chaque poste indiqué. Si l'entreprise compte moins de personnel que ce qui est indiqué, fournir un taux horaire qui correspond à chaque poste indiqué. Le taux horaire indiqué doit être égal ou supérieur au taux horaire précisé pour le poste qui figure en dessous. Par exemple, si l'entreprise ne dispose pas d'un technicien principal, le taux horaire indiqué doit être égal ou supérieur au taux horaire précisé pour le personnel technicien. Le taux horaire de quelconque catégorie de personnel ne peut être 0 \$ ou d'une valeur nulle. Si vous n'inscrivez pas un taux horaire pour chaque poste indiqué, votre proposition sera jugée irrecevable.
5. Les taux horaires mentionnés seront en vigueur pendant toute la durée de l'offre à commandes.
6. Frais de déplacement et de subsistance
 - (a) Dans le cadre de projets en Colombie-Britannique (sauf sur l'île de Vancouver) et au Yukon, les frais de déplacement associés à la prestation des services sont calculés à partir du bureau de TPSGC à Vancouver, 800, rue Burrard, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9, ou du bureau de l'expert-conseil au chantier de construction, le plus proche des deux.
 - (b) Les frais de déplacement associés à la prestation des services sont calculés à partir du bureau de TPSGC à Victoria, 1230, rue Government, Victoria (Colombie-Britannique) V8W 3X4, ou du bureau de l'expert-conseil au chantier de construction, le plus proche des deux.
3. Les entreprises sont avisées que les temps et les frais de déplacement liés à la prestation des services, à l'intérieur d'un rayon de cinquante kilomètres des emplacements susmentionnés doivent être calculés à titre de partie intégrale des taux horaires. Pour la prestation des services à l'extérieur de ce rayon de 50 km, les frais de déplacement seront payés (avec l'approbation antérieure du représentant ministériel) conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. courante
7. Les taux horaires fixes pour chaque catégorie de personnel doivent être inscrits dans les colonnes B et D, puis multipliés par le coefficient de pondération de la colonne A (fourni uniquement à des fins d'évaluation). Les sous-totaux des colonnes C et E seront alors multipliés par le coefficient de pondération de chaque période et les résultats seront additionnés pour fin d'évaluation.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-141238/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

001

File No. - N° du dossier

TPV-3-36138

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

6. Prière d'OMETTRE l'annexe B – Instructions pour la proposition de prix et le REPLACER par ce qui suit :

ANNEXE B – PROPOSITION DE PRIX

Nom du proposant : _____

Adresse : _____

Colonne	A	B	C	D	E
Catégorie de personnel	Facteur de pondération	Taux horaires fixes* Années 1 et 2	A x B	Taux horaires fixes* Années facultatives 3 et 4	A x D
Président/Directeur de la société	5 %	\$		\$	\$
Ingénieur principal	10 %	\$		\$	\$
Personnel du projet	40 %	\$		\$	\$
Technicien principal	15 %	\$		\$	\$
Personnel technique	25 %	\$		\$	\$
Soutien administratif	5 %	\$		\$	\$
Sous- totaux			\$		
Multiplié par			50 %		50 %
Total pour évaluation Objectifs			\$	+	\$
					= \$

* Référez aux particularités de l'offre à commandes SP 3 Durée de l'offre à commandes.

Les autres modalités et conditions demeurent toutes inchangées.